

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 03/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MANUF FRANC PNEUMATIQ MICHELIN**

Place des Carmes-Déchaux  
CEDEX9  
63000 Clermont-Ferrand

Références : 20230802-RAP-63-1037\_AN\_Secheresse\_MFPM\_Gravanches  
Code AIOT : 0005600335

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2023 dans l'établissement MANUF FRANC PNEUMATIQ MICHELIN implanté RUE Roland MORENO ZI les Gravanches 63000 Clermont-Ferrand. L'inspection a été annoncée le 05/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Arrêté préfectoral de restriction des prélèvements d'eau sur le bassin Allier- rive gauche moyen : passage au niveau alerte sur le milieu naturel et vigilance sur le réseau "AEP Allier".

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MANUF FRANC PNEUMATIQ MICHELIN
- RUE Roland MORENO ZI les Gravanches 63000 Clermont-Ferrand
- Code AIOT : 0005600335
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site GRAVANCHES MICHELIN, construit en 2001, est spécialisé dans la fabrication de pneumatiques haute performance (véhicules légers, camionnettes et motos GP).

Le site est composé de trois parties principales : préparation / fabrication / vérification-maintenance.

Le site produit environ 5000 pneumatiques par jour.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale sécheresse
- plan de sobriété hydrique

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

La chaufferie B001 a été complètement démantelée. Les chaudières au gaz ont été évacuées. Par ailleurs, les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'usine est alimentée exclusivement par le réseau AEP à hauteur de 20000 m<sup>3</sup> par an. Elle n'est, au moment de l'inspection, pas soumise à des restrictions particulières en application de

l'arrêté-cadre sécheresse en vigueur dans le département du Puy-de-Dôme.  
L'arrêté préfectoral de restriction a placé la zone de l'usine au niveau de vigilance pour les prélèvements dans le réseau AEP "Allier".

En outre, les réductions de consommation d'eau du site depuis 2018 lui permettent de rentrer dans les exemptions prévues par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

La MFP Michelin a préparé un plan de sobriété hydrique afin de faire face aux restrictions dues à la sécheresse. Bien que la plupart des informations soient fournies, des points, détaillés dans le présent rapport, sont à approfondir, notamment le diagramme des flux d'eau qui doit être fourni.

Il peut être noté qu'un important investissement est prévu dès 2024 pour remplacer la principale source de consommation d'eau, le refroidissement par tours aéroréfrigérantes, par un système adiabatique nettement plus économe (réduction de 60% attendue).

En outre, le bilan des consommations met en évidence des efforts depuis plus d'une dizaine d'années pour réduire les consommations d'eau (totales ou ramenées à un niveau de production). À ce titre, le site peut bénéficier d'exemptions prévues par la réglementation nationale et départementale.

Il n'a pas été mis en évidence d'écart sur le sujet lors de la visite.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/10/2021, article 4.1.2 et 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Identification du ou des milieux de prélèvement</li><li>- Présence d'un (plusieurs) compteur(s)</li><li>- Fréquence de relevé (quotidien si supérieur à 100 m<sup>3</sup>/jour), sinon hebdo (art. 15 de l'AM du 2/02/1998)</li><li>- Volumes prélevés : Maximum prescrit de 24 000 m<sup>3</sup>/an, et 80 m<sup>3</sup>/j.</li><li>- Respect des volumes prescrits le cas échéant</li><li>- Vérification de la déclaration des volumes dans GERE le cas échéant</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Les prélèvements d'eau sont effectués sur le réseau AEP exclusivement (16289 m<sup>3</sup>/an en 2022). GERE oscille entre 33280 m<sup>3</sup> en 2018 (en raison d'une fuite sur réseau incendie) et 16239 m<sup>3</sup> en 2022. En 2019, la consommation est de l'ordre de 20711 m<sup>3</sup>, soit une diminution de 21,6 % entre 2019 et 2022.</p> <p>90 % des consommations d'usage industriel sont liées aux tours aéroréfrigérantes</p> <p>Les relevés des consommations sont à fréquence hebdomadaire.</p> <p>Les vérifications de terrain n'ont pas mis en évidence d'incohérence entre les relevés présentés et les compteurs.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Sécheresse – Prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2023, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prélève moins de 1 000 m <sup>3</sup> /an dans le milieu et moins de 7 000 m <sup>3</sup> /an pour le total prélevé (réseau d'eau potable et milieu) – cas 1. L'exploitant prélève plus de 1 000 m <sup>3</sup> /an dans le milieu ou plus de 7 000 m <sup>3</sup> /an pour le total prélevé (réseau d'eau potable et milieu) – cas 2. Prélèvements supérieurs à 40 000 m <sup>3</sup> par an mais disposant d'un PURE de moins de 5 ans. ICPE avec prélèvements supérieurs à 7 000 m <sup>3</sup> par an mais déclarant disposer d'un PSH Restitution équivalente à 95 % dans la même masse d'eau
<b>Constats :</b> Le site des Gravanches se positionne dans le cas 2 : consommation de plus de 7 000 m <sup>3</sup> par an. Il a préparé un plan de sobriété hydrique (PSH). Le PSH appelle des remarques détaillées dans les points de contrôle suivants.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Sécheresse – Dispositions de réduction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2023, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Restrictions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Mettre en œuvre des dispositions au moins temporaires de réduction des prélèvements d'eau et limiter au maximum les consommations. Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées. Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront.
<b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral de restriction en vigueur lors de l'inspection et de la rédaction du présent rapport n'impose pas de réduction de prélèvement à ce stade, la consommation étant réalisée sur l'« AEP Allier », en niveau vigilance. Une fiche action "vigilance" a été présentée. Des informations sur la situation hydrique sont diffusées sur l'intranet du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Sécheresse – Registre de suivi des prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2023, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des prélèvements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Registre quotidien pour tout prélèvement net supérieur à 100 m <sup>3</sup> /j. Dans le cas contraire, registre hebdomadaire tenu à disposition des services de contrôle.
<b>Constats :</b> Relevé hebdomadaire prescrit et réalisé. Il a été présenté en séance. Ce relevé a été fourni chaque semaine pendant les périodes de restriction en 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Sécheresse – Report des opérations exceptionnelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2023, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Restrictions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau).
<b>Constats :</b> Le site des Gravanches utilise depuis 2017 une citerne pour récupérer l'eau des bassins des TAR lors des opérations de nettoyage. Cela lui permet d'économiser environ 140 m <sup>3</sup> par an. Il n'y a pas d'opération exceptionnelle en cours lors de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Sécheresse – Exemption de restrictions : existence PSH**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2023, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exemption de restrictions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant démontre que ses besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.).</p> <p>L'exploitant veille toutefois à optimiser sa gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production.</p> <p>L'exploitant déclare à l'inspection des installations classées qu'il relève de ce cadre particulier d'application et tient à la disposition de l'inspection des installations classées un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) argumenté permettant de le justifier.</p>
<p><b>Constats :</b> Le site des Gravanches a présenté une première version de PSH faisant le bilan des consommations rapportées à la production depuis 2006, date de mise en service de l'usine intégrant les parties nord et sud.</p> <p>Plusieurs actions pérennes de réduction des consommations d'eau ont été listées, diminuant régulièrement les consommations spécifiques.</p> <p>Des fiches actions graduées, prévues à chaque niveau de restriction de vigilance à crise ont été présentées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2023, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité PSH
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Minimum requis dans PSH : - Diagramme des flux d'eau, flux totaux entrants et sortants au moins (moyenne journalière ou hebdo ou annuelle) - si possible : compteurs sur le schéma, flux par type d'eau (AEP, forage)
<b>Constats :</b> De nombreux compteurs et sous-compteurs sont présents, notamment pour différencier les eaux industrielles, les eaux incendies et les eaux sanitaires. Un schéma des alimentations en eau a été présenté, avec la position des différents compteurs et sous-compteurs d'alimentation en eau, ainsi que des compteurs de rejet.  Les principaux rejets d'eaux industrielles sont les purges de circuit, dont les purges des TAR qui sont envoyées dans le réseau d'eaux usées urbaines avec les eaux sanitaires. La mesure des purges des TAR est à fréquence annuelle. Les eaux usées industrielles concentrées sont traitées par un autre site.
<b>Observations :</b> 3 compteurs d'eau industriels ont été vérifiés sur site dont les compteurs du réseau eau procédé Sud et Nord et un sous-compteur.  <b>Bien que les informations soient disponibles par ailleurs, le diagramme des flux d'eau, flux totaux entrants et sortants au moins (moyenne journalière ou hebdo ou annuelle) est à fournir pour compléter le PSH. Ce schéma de bilan hydrique peut se baser sur le synoptique des eaux GRV, complété par des valeurs moyennes représentatives du fonctionnement normal.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Sécheresse – PSH : positionnement par rapport aux MTD**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2023, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Positionnement PSH/ MTD et état de l'art
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les consommations des processus industriels sont rapportées à un indicateur de production (« consommation spécifique »)  Une comparaison de l'installation aux meilleures techniques disponibles (lorsqu'elles existent) est à mener.</p> <p>Si pas de MTD, l'exploitant analyse son procédé et propose d'autres indicateurs de production auxquels sont ramenés les consommations en eau.</p> <p>Détail des efforts réalisés par poste :  Minimum requis : des actions de détection des pertes dans les réseaux ont-elles été réalisées ?</p>
<p><b>Constats :</b>  Le PSH balaie tous les postes de consommation d'eau, y-compris les laveuses pour les sols.</p> <p>Les consommations d'eau domestiques sont étudiées : des robinets "presto" à débit réduit à 4l/min ont été mis en place.</p> <p>Les MTD ne sont pas applicables formellement au site qui n'est pas soumis à la directive IED. Toutefois, l'IIC recommande de se positionner par rapport aux BREF « refroidissement » et « caoutchouc ».</p> <p>Le PSH décrit un bilan des consommations spécifiques : m<sup>3</sup> d'eau par tonne de pneumatiques produite.</p> <p>Le ratio est passé de 1,56 m<sup>3</sup> / tonne en 2008 à 0,84 m<sup>3</sup>/tonne en 2022, soit une réduction de 46 % (- 34 % entre 2006, première donnée disponible et 2022, dernière donnée disponible).</p>
<p><b>Observations :</b>  L'onglet II du classeur PSH doit être revu pour remettre les paramètres attendus dans les colonnes adaptées :  - consommation d'eau,  - production- ratio m<sup>3</sup> consommé / tonne produite</p> <p>De même, le paragraphe II.2 pourrait être renseigné au minimum avec la ligne « Détail des postes sur lesquels des efforts sont nécessaires et volumes correspondants » avec l'action prévue en 2024 de remplacement des TAR par un système plus économe en eau.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 9 : Sécheresse - Actions de réductions déjà engagées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2023, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Actions de réductions déjà engagées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Actions structurelles (fonctionnement courant) Lister les actions déjà réalisées En l'absence d'action, justifier pourquoi l'exploitant prétend à une adaptation justifiée par une réduction au minimum des consommations. Actions conjoncturelles (en cas de situation hydrologique déficitaire) Préciser comment l'exploitant prévoit de modifier son fonctionnement et indiquer le volume que l'exploitant prévoit de prélever, ou l'économie réalisée, dans cette situation
<b>Constats :</b> Le PSH liste les actions pérennes réalisées depuis 2006 pour diminuer la consommation d'eau par tonne de pneus produite. On peut citer par exemple : <ul style="list-style-type: none"><li>• TAR:<ul style="list-style-type: none"><li>◦ Mise en place circuit fermé Chloromètre (- 3%)</li><li>◦ Nettoyage filtre à sable passage de 4 à 2 par mois (-7%)</li><li>◦ Mise en place tanker TAR, stockage lors du nettoyage TAR (-1%)</li><li>◦ Automatisation de la gestion du filtre à sable (-0,2%)</li><li>◦ Adoucisseur (lié à la concentration en minéraux de l'eau d'où moins besoin de purge de déconcentration) (-17%)</li></ul></li><li>• Sanitaires : Remplacement des robinets presto 6L/mn par des 4L/mn (0,5%)</li></ul> Le PSH inclut des fiches actions permettant de diminuer poste par poste les consommations d'eau qui peuvent l'être (réduction de la fréquence de nettoyage ou de remplacement de baignoires d'anti-collant, par exemple). L'économie attendue reste modeste dans la mesure où la principale consommation d'eau liée au procédé industriel ne peut être réduite qu'avec une réduction de la température atmosphérique (TAR). Le remplacement des TAR par une tour adiabatique est prévu en 2024, ce qui pourrait diminuer la consommation d'eau industrielle de 60%.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Sécheresse - Actions de réduction à venir**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/04/2023, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Actions de réduction à venir
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Y'a-t-il des actions de réductions à venir ? A quelle échéance ? Quels sont les gains attendus ?
<b>Constats :</b> La principale réduction aura lieu en 2024 avec le remplacement des TAR par des tours adiabatiques avec un gain de 60 % des consommations annuelles. Dans l'attente de cet important chantier, le remplacement des dévésiculateurs des TAR, prévu en octobre 2023 (après un retard de livraison) devrait permettre d'économiser 3% de consommation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Prescriptions nationales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Réduction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : [...] 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;
<b>Constats :</b> Le prélèvement d'eau de l'usine des Gravanches est passé de 33280 m <sup>3</sup> en 2018 à 16239 m <sup>3</sup> en 2022, soit une réduction de 51 %. Toutefois, une fuite d'eau du réseau incendie a augmenté de manière anormale cette consommation en 2018. Si l'on prend comme base l'année 2019, la diminution est de l'ordre de 21,6 %. Il peut ainsi être considéré que le site peut bénéficier des exemptions prévues à cet article.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Sécheresse – gestion économe de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Dispositions prises pour économiser la ressource de manière pérenne
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Actions menées pour réduire la consommation de manière pérenne
<b>Constats :</b> Le PSH liste les actions pérennes de réduction menées depuis 2010 et prévoit des actions complémentaires en 2024. L'activité de production est stable tout au long de l'année 24h/24 7j/7, 363 j/an et la consommation principale est liée au refroidissement du procédé. La consommation augmente avec l'augmentation des températures extérieures. Les marges de manœuvre sont faibles pour réduire la consommation d'eau. Cependant, des réductions ponctuelles sont proposées sur la plupart des postes (nettoyage, préparation/ renouvellement de bains de solutions anti-collantes...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Réduction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;</p> <p>3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;</p> <p>4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;</p> <p>5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;</p> <p>6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.</p> <p>II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.</p> <p>Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.</p> <p>III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er.</p> <p>Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.</p>
<b>Constats :</b> Comme indiqué par ailleurs, le site a fourni les éléments requis, compte-tenu de la date de l'inspection et des exemptions auxquelles il peut prétendre.
<b>Observations :</b> Seuls les éléments listés aux alinéas I2° et I3° n'ont pas été présentés... mais ne sont pas requis à ce stade.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet